



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 Le Puy en Velay
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

Le Puy en Velay, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOULIN Scierie SAS

Z.A. de Ville
43220 Dunières

Références : UID4243-DSSP-025-472
Code AIOT : 0016500066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement MOULIN Scierie SAS implanté Z.A. de Ville 43220 Dunières. L'inspection a été annoncée le 01/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025. La Scierie Moulin doit par ailleurs faire l'objet d'un suivi annuel en tant qu'installation classée prioritaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULIN Scierie SAS
- Z.A. de Ville 43220 Dunières
- Code AIOT : 0016500066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Outre les machines de travail du bois et les stockages de matières premières et de produits finis, la scierie exerce une activité de traitement du bois pour un volume de 100 m³ de bois traités par jour. Elle est soumise à ce titre à la directive européenne IED (rubrique 3700).

L'activité de traitement du bois se fait à l'aide de 2 bacs de traitement, d'une chaîne automatique et d'un autoclave, de la façon suivante :

Nature du produit	Nom commercial	Equipement concerné
Anti-bleu	Axil 2000AB	1 bac de 12,7 m ³
Fongicide/Insecticide	Sarpalo 860	1 bac de 25 m ³ + chaîne automatique de traitement
Fongicide/Insecticide	Korasit KS2	Autoclave de 28 m ³

Ces équipements sont tous sur rétention. Le stockage des bois traités se fait sous auvent à l'abri des intempéries.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier de réexamen IED	Règlement européen du 22/06/2020, article BREF STS	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra répondre aux axes d'amélioration détectés dans la fiche d'écart ci après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/06/2020, article BREF STS
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des MTD
Prescription contrôlée : La scierie Moulin a déposé en décembre 2022 son dossier de réexamen IED relatif au BREF STS/WPC (traitement du bois). L'analyse de ce dossier a donné lieu à une lettre de suite signée le 13 novembre 2023 après instruction conjointe Uid/service PRICAE, prenant acte des engagements de la scierie Moulin à se conformer aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) de son secteur d'activité à compter du 9 décembre 2024. Un examen par sondage des MTD a ainsi été réalisé afin de vérifier leur bonne applicabilité. Les

MTD relatives au suivi des eaux souterraines n'ont en particulier pas été examinées comme le busage du cours d'eau passant sous le site est en cours d'instruction au travers d'un dossier d'autorisation environnementale.

Constats :

Les principaux axes d'amélioration détectés sont les suivants :

MTD30 - Mettre en place et appliquer un système de management environnemental (SME)

iv) Etablissement de plans de prévention et de contrôle des fuites et des déversements.

L'exploitant avait précisé dans son dossier de réexamen qu'un contrôle semestriel des rétentions et des alarmes serait réalisé. Des fiches de contrôle type seraient intégrées dans le système de GMAO de l'entreprise pour chaque équipement de traitement. Le suivi des accidents et incidents devait également se faire à travers ce système de GMAO.

Constat: le nouveau système de GMAO était en cours de déploiement le jour de la visite. **Il n'a donc pas pu être audité, notamment pour vérifier les dates de contrôles (essai alarme, contrôle visuel des rétentions et vérification de la soupape sécurité de l'autoclave comme précisé à la MTD38).**

MTD33 - Utiliser plus efficacement les ressources et réduire l'incidence sur l'environnement et le risque associé à l'utilisation de produits chimiques de traitement

b) Contrôle et optimisation de la consommation des produits chimiques de traitement

Constat: l'exploitant n'a pas pu indiquer en réunion sa **consommation annuelle** en produits de traitement du bois (Anti Bleu : Axil 2000AB, fongicide Sarpalo 860, Autoclave Korasit KS2).

MTD42 : Afin de réduire le risque environnemental lié à la gestion des déchets, stocker les déchets dans des conteneurs appropriés ou sur des surfaces imperméables et conserver les déchets dangereux à part dans une zone en rétention spéciale, à l'abri des intempéries

Le dossier de réexamen précise que les déchets générés sont récupérés par des entreprises agréées et envoyés vers une filière de traitement adéquate.

Les déchets concernés se répartissent de la façon suivante :

- boue de fond bac d'autoclave : boues directement pompées par un hydrocureur et non stockées sur site ;
- curage des installations de traitement comme les rétentions, les bacs de traitement : ces équipements sont directement curés par un hydrocureur ;
- Egouttures : elles sont recyclées via le process ;
- IBC vides : ils sont stockés sous abris en attente de leur reprise par le fournisseur.

Constat:

-IBC vides : un transit d'IBC vides existent entre le site de Dunières et de Boisset-Les-Montrond dans le 42. L'exploitant n'a pas su indiquer le nombre d'IBC repris par son fournisseur tant sur le site de Dunières que de Boisset. Le logiciel trackdéchets ne semble pas indiquer ces flux de déchets.

-Boues de l'autoclave : l'opérateur a montré un seau de sciures souillées balayées récemment de l'autoclave. Selon les indications données, ces déchets seraient mélangés avec d'autres liquides extraits des rétentions des bacs de traitement et pris en charge par un hydrocureur comme déchets dangereux. Le logiciel trackdéchets ne fait état que d'un flux de déchets dangereux

liquides (16 07 08* déchets contenant des hydrocarbures) peu approprié à ce type de déchets. Le mélange de déchets liquides solides n'est en outre pas permis.

- **curage des installations de traitement comme les rétentions, les bacs** : même constat que pour les boues d'autoclave pour le suivi des flux de déchets.

Copie de l'écran trackdéchets pour la scierie Moulin (période du 01/01/2025 au 15/12/2025):

Code déchet	Description	Type de flux	Quantité
15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Sortant→	0.437 t
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Sortant→	0.136 t
16 05 04*	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	Sortant→	0.095 t
16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures	Sortant→	20 t

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1/ Tenir informé l'inspection de la mise en place du système GMAO et transmettre un fichier Excel précisant la date des contrôles pour chaque équipement de traitement. Le logiciel de GMAO devra être auditable par la suite.

2/ Préciser les consommations annuelles des différents produits de traitement et les modalités de leur suivi à l'avenir.

3/ Préciser les modalités de suivi des déchets avec leurs exutoires : boues autoclaves, liquide des rétentions des bacs de produits de traitement ainsi que les fûts usagés de produits de traitement. L'exploitant doit également veiller à ce que les codes déchets employés soient adaptés à la nature des déchets évacués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois